

**Service Domaine Public**

Affaire suivie par le service domaine public

Tél. : 04.90.71.96.49. / Fax : 04.90.71.99.70.

Courriel : domainepublic@ville-cavaillon.fr

**ARRETE N° 2022/.888AT**

**Portant restriction temporaire de la circulation  
Sur l'ensemble des voies communales en agglomération  
à l'occasion de travaux du 10 octobre 2022 au 31 décembre 2022**

Le Maire de Cavaillon,

Vu le Code général des collectivités territoriales, articles L.2211 à L.22136,

Vu le Code de la route, et notamment les articles R 411.3 à R 411.8, R 417.10 ET R 412.28,

Vu l'instruction interministérielle relative à la signalisation routière,

Vu les arrêtés municipaux portant sur la réglementation générale des conditions de circulation et de stationnement sur le territoire de la commune de Cavaillon,

Vu l'arrêté n° 2020/94 du 06 juillet 2020 portant délégation de signature,

Vu l'avis du service infrastructures et équipements,

Vu la demande formulée par l'entreprise ETE RESEAU SADE TELECOM - SERVICE BLO, 207 chemin des Fournalet, 84700 Sorgues, en vue d'effectuer des travaux de tirage de fibre optique avec ouverture de chambre sur réseau existant,

Considérant que pour permettre le bon déroulement du chantier, il y a lieu de réglementer la circulation sur l'ensemble des voies communales en agglomération,

Sur proposition de Monsieur le Directeur général des services :

**ARRETE**

**Article 1** : En raison des travaux effectués par l'entreprise ETE RESEAU SADE TELECOM – SERVICE BLO, du 10 octobre 2022 au 31 décembre 2022 inclus, la circulation des véhicules pourra se faire sur chaussée rétrécie réglée par balisage ou sur demi-chaussée réglée par alternat par feux ou manuel.

La vitesse de circulation des véhicules pourra être abaissée à 30 km/h.

L'entreprise est autorisée à occuper le domaine public sur les trottoirs et accotements au droit des travaux.

La circulation des piétons sera déviée et sécurisée en amont et en aval du chantier.

A l'issue des travaux, le domaine public devra être rendu en parfait état de propreté.

**Article 2** : L'entreprise devra informer obligatoirement M. Agli, quarante-huit heures avant chaque intervention par sms ou appel téléphonique.

**Article 3** : L'entreprise est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ces travaux.

La commune pourra à tout moment imposer une modification du régime de circulation ou suspendre le chantier si son déroulement crée une perturbation. Le domaine public devra alors être remis dans son état initial.

**Article 4** : La signalisation matérialisant la réglementation susvisée, selon le manuel du chef de chantier, sera mise en place et entretenue par l'entreprise réalisant le chantier et jusqu'à achèvement de celui-ci.

**Article 5** : Les droits des tiers sont, et demeurent, expressément réservés.

**Article 6** : Le présent arrêté sera affiché aux extrémités du chantier.

**Article 7** : Les membres du corps médical qui justifieront d'obligations professionnelles impérieuses ne seront pas soumis aux interdictions prévues par le présent arrêté, ainsi que les véhicules de Police, Gendarmerie et des Sapeurs-Pompiers, les véhicules militaires ou des services civils de l'Etat ou de la Commune, dont les conducteurs seront munis d'un ordre de mission, ou justifiant d'obligations professionnelles impérieuses, les véhicules E.D.F - G.D.F en service.

**Article dernier** : Monsieur le Directeur général des services, Monsieur le Commandant de Police, Madame la Responsable de la Police municipale et tous les agents placés sous leur autorité, l'entreprise ETE RESEAU SADE TELECOM – SERVICE BLO, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Cavaillon, le 20 SEP, 2022  
Pour Le Maire et par délégation,  
Le Directeur général des services,



*Maurel*

Frédéric MAUREL

*Conformément aux dispositions du Code de la Justice Administrative, le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nîmes, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication et/ou de son affichage.*

Notifié, affiché ou publié le : .....

Signature si notification

20 SEP. 2022